Grant Thornton

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Grant Thornton
SA d'Expertise Comptable et
de Commissariat aux Comptes
au capital de 2 297 184 €
inscrite au tableau de l'Ordre de la région
Paris Ile France et membre
de la Compagnie régionale de Paris
RCS Paris B 632 013 843
Bureau de la Seyne sur Mer
183 Avenue de Rome ZA Les Playes
Jean Monnet Sud
83 507 LA SEYNE SUR MER Cedex

Chambre de Commerce
et d'Industrie Territoriale du Var
236, Boulevard Maréchal Leclerc
BP 5501
83 097 TOULON CEDEX

Exercice clos le 31 Décembre 2019

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale du Var
Exercice clos le 31 décembre 2019

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale du Var relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le trésorier, le 02 juin 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de la crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Chambre à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

La note III-A de l'annexe légale des états financiers relative aux règles spécifiques aux concessions portuaires, et notamment sur les amortissements de caducités des immobilisations mises en concession, des provisions pour renouvellement des immobilisations et des provisions pour grosses réparations.
Nous avons procédé à l'appréciation des éléments pris en considération pour les estimations de la valeur d'inventaire.

La note III-B de l'annexe légale des états financiers relative aux règles spécifiques aux aménagements des zones d'entreprises portant sur la valorisation des terrains de la zone de Signes.
Nous avons procédé à l'appréciation des éléments pris en considération pour les estimations de la valeur d'inventaire.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux membres élus sur la situation financière et les comptes annuels. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.
Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Chambre à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le Chambre ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Trésorier.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Chambre.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.

  Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Chambre à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

La Seyne sur mer, le 15 juin 2020

Le commissaire aux comptes
Grant Thornton
Membre français de Grant Thornton International

Stéphane Marello
Associé

BILAN

Budget Exécuté - 31/12/2019

ACTIF	Exercice au 31/12/2019			Exercice au 31/12/2018
	Brut	Amort./Prov.	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets, licences				
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles	3 483 288	1 656 347	1 826 941	1 948 949
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES :				
Terrains	1 101 602		1 101 602	1 101 602
Constructions	21 214 498	12 250 303	8 964 196	6 286 751
Installations tech. , matériel et out.	51 124	36 312	14 812	16 666
Autres immobilisations corporelles	3 668 477	3 103 037	565 439	639 164
Immobilisations corporelles en cours	7 749 607		7 749 607	19 567 641
Immobilisations mises en concession	61 679 429	35 888 874	25 790 555	23 076 722
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2) :				
Participations	2 952 120	163 406	2 788 714	241 577
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	895 676		895 676	873 884
Prêts et avances inter-services accordés				
Autres immobilisations financières	41 429		41 429	41 429
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**102 837 249**	**53 098 278**	**49 738 971**	**53 794 385**
ACTIF CIRCULANT				
STOCKS ET EN-COURS :				
Matières premières, autres approv.				
En-cours de production (Biens)	10 854 098	4 686 705	6 167 393	3 729 054
En-cours de production (Services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	23 399		23 399	20 355
Avances et acomptes versés sur commande				
CREANCES D'EXPLOITATION : (3)				
Clients et comptes rattachés	4 753 592	1 531 802	3 221 790	4 892 286
Autres	2 567 095		2 567 095	5 884 737
Créances diverses (3)	2 349 398		2 349 398	1 283 472
Capital souscrit appelé non versé				
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT :				
Actions propres				
Titres	1 000 000		1 000 000	3 000 000
Disponibilités	10 531 963		10 531 963	8 493 252
Charges constatées d'avance (3)	1 648 727		1 648 727	1 186 472
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**33 728 273**	**6 218 508**	**27 509 765**	**28 489 626**
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL ACTIF	**136 565 522**	**59 316 786**	**77 248 736**	**82 284 011**
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an				
(3) Dont à plus d'un an				

Grant Thornton
Certifié conforme
Commissaire aux comptes

CCI VAR

BILAN

Budget Exécuté - 31/12/2019

PASSIF	Exercice au 31/12/2019	Exercice au 31/12/2018
	Net	Net
CAPITAUX PROPRES		
Capital		
(Dont capital versé)		
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Apports	-7 489 463	-7 489 463
Ecarts de réévaluation		
RESERVES :		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres		
Report à nouveau	30 992 944	33 844 838
Résultat de l'exercice	532 715	-2 851 894
Subventions d'investissement	1 431 292	1 473 783
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**25 467 489**	**24 977 265**
AUTRES FONDS PROPRES		
Droits du concédant	12 469 239	5 896 888
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES	**12 469 239**	**5 896 888**
FONDS EFFORT DE CONSTRUCTION		
Effort de construction		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	3 271 108	3 516 913
Provisions pour charges	9 060 785	16 285 903
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**12 331 893**	**19 802 816**
DETTES (1)		
DETTES FINANCIERES :		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)	15 337 105	13 387 788
- Dont Emprunts	15 337 105	13 387 788
- Dont Dettes auprès des établissements de crédits		
Emprunts et dettes financières divers	437 245	420 225
Prêts et avances reçus inter-services		
Avances et acomptes reçus sur commandes	50 335	26 668
DETTES D'EXPLOITATION :		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 320 018	2 198 725
Dettes fiscales et sociales	2 783 913	8 073 689
DETTES DIVERSES :		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	951 736	3 654 220
Dettes fiscales et sociales		
Autres dettes	3 865 782	3 631 333
Produits constatés d'avance	233 980	214 394
TOTAL DETTES	**26 980 115**	**31 607 043**
Ecart de conversion passif		
TOTAL PASSIF	**77 248 736**	**82 284 011**
(1) Dont à plus d'un an		
Dont à moins d'un an		
(2) Dont concours bancaires courants et solde créditeur de banque		

Grant Thornton Certifié conforme Commissaire aux comptes

COMPTE DE RESULTAT - CHARGES

Budget Exécuté - 31/12/2019

	Budget Exécuté 31/12/2018	Budget Exécuté 31/12/2019
	Net	Net
CHARGES D'EXPLOITATION		
Parts contributives (A)		
Achats de marchandises	473 326	489 632
Variation de stock	-4 877	-3 044
Achats matières premières et autres approvisionnements	23 712	31 794
Variation de stock	-23 712	-31 794
Autres achats et charges externes	21 720 210	22 148 859
Impôts, taxes et versements assimilés	1 639 535	1 571 984
Salaires et traitements	5 280 017	5 643 788
Charges sociales	2 468 106	2 653 837
Dotations aux amortissements et provisions		
Sur immobilisations : Dotations aux amortissements	1 667 356	1 667 961
Sur immobilisations : Dotations aux provisions		
Sur actif circulant : Dotations aux provisions	165 433	262 075
Pour risques et charges : Dotations aux provisions	3 345 487	1 768 246
Autres charges	510 363	409 494
Contributions versées aux services		
SOUS-TOTAL (B)	**37 264 955**	**36 612 831**
TOTAL (A +B) = I	**37 264 955**	**36 612 831**
Quotes-parts de résultat sur Opérations (II)		
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements et provisions	1 492 479	8 283 530
Intérêts et charges assimilées	257 009	257 958
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de V.M.P.		
TOTAL III	**1 749 488**	**8 541 488**
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	55 162	
Sur opérations en capital	3 143 674	10 888 858
Dotations aux amortissements et provisions	48 944	
TOTAL IV	**3 247 779**	**10 888 858**
IMPOTS SUR LES BENEFICES (V)	-172 272	52 684
TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V)	**42 089 950**	**56 095 861**
SOLDE CREDITEUR = BENEFICE		**532 715**
TOTAL GENERAL	**42 089 950**	**56 628 576**

Grant Thornton Certifié conforme Commissaire aux comptes

COMPTE DE RESULTAT - PRODUITS

Budget Exécuté - 31/12/2019

	Budget Exécuté 31/12/2018	Budget Exécuté 31/12/2019
	Net	Net
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Taxe nette pour frais CCI (A)	9 345 000	7 348 826
Ventes de marchandises	594 420	609 318
Production vendue (biens et services)	19 917 938	21 861 793
SOUS-TOTAL (B) MONTANT NET C.A.	**20 512 358**	**22 471 111**
Production stockée	-982 363	-59 613
Production immobilisée	295 533	129 110
Taxe d'apprentissage	1 534 233	1 447 267
Ressources publiques et subventions d'exploitation	1 082 332	1 608 287
Reprises sur provisions	3 640 010	11 877 564
Autres produits	47 061	171 532
Transfert de charges	404 107	154 413
Contributions recus des services		
SOUS-TOTAL (C)	**6 020 913**	**15 328 559**
TOTAL (A + B + C) = I	**35 878 271**	**45 148 496**
Quotes-parts de résultat sur Opérations (II)		
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
Des valeurs mobilières et créances immobilisées		
Autres intérêts et produits assimilés	10 869	2 698
Reprises sur provisions et transfert de charges		46 436
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions V.M.P	82 483	106 287
TOTAL III	**93 351**	**155 421**
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	146 172	384 225
Sur opérations en capital	3 071 186	10 939 030
Reprises sur provisions et transfert de charges	49 075	1 404
TOTAL IV	**3 266 434**	**11 324 659**
TOTAL DES PRODUITS (I + II + III + IV)	**39 238 057**	**56 628 576**
SOLDE DEBITEUR = PERTE	**2 851 894**	
TOTAL GENERAL	**42 089 950**	**56 628 576**

Grant Thornton Certifié conforme Commissaire aux comptes

Annexe aux comptes annuels

Les notes et tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels arrêtés par le Trésorier, examinés par la Commission des Finances le 02 juin 2020 et soumis à l'Assemblée Générale du 22 juin 2020. Ils sont organisés comme suit :

Grant Thornton
Certifié conforme
Commissaire aux comptes

I. Présentation de la CCI du Var 16
II. Evènements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice 18
III. Principes, règles et méthodes comptables 18
IV. Notes sur le bilan et le compte de resultat et autres informations 25
V. Engagements financiers et informations en matière de crédit bail 39
VI. Autres Informations 41

I. Présentation de la CCI du Var

La CCI du Var est un établissement public administratif. Afin de se conformer aux règles de la circulaire 1111, la comptabilité est subdivisée en 5 services budgétaires correspondant aux activités principales de la CCI du Var : Ports, Formation, Aménagements, Service Général et Service Divers.

Grant Thornton
Certifié conforme
Commissaire aux comptes

A. LES PORTS

La CCI du Var gère trois concessions portuaires qui font l'objet d'une présentation séparée des comptes. Ce sont :

La Concession du Port de Toulon Commerce

Le port de Toulon Commerce est exploité en concession d'outillage public et de terre-pleins consentie par un arrêté ministériel du 24 janvier 1956 et les avenants des 2 juillet 1971, 24 octobre 1973, 10 mars 1981, et 12 juin 1990.

Durée de la concession: **50 ans** à partir du 24 janvier 1956, prorogée au 31 décembre 2025.

Particularités : cette concession comprend les **ports de Toulon Centre, la Seyne-Brégaillon, la zone industrialo-portuaire de Bregaillon, la zone d'entreprises de Brégaillon, le parking Port Marchand, le parking Avenue Infanterie de Marine, le Môle d'armement.**

La Concession des Ports Giens-Porquerolles

C'est une concession de port de plaisance dont le cahier des charges a été approuvé par arrêté ministériel du 29 janvier 1968, et avenants des 22 juillet 1976 et 24 juillet 1990.

Durée de la concession : **50 ans**, expiration le 31 décembre 2018, **prorogée au 31 décembre 2020.**

Particularités : cette concession comprend les ports de **La Tour Fondue, du Niel, et de Porquerolles.** En fin d'année 2006, il a été décidé la restitution au Conseil Général des ports de Porquerolles et de la Tour Fondue au 31 décembre 2006.

Seul **le port du Niel** dont le concédant est la Mairie d'Hyères reste géré par la CCI du Var.

La concession du Port Toulon Plaisance

La concession de port de plaisance a été consentie par arrêté ministériel du 24 janvier 1956.

C'est une concession spécifique à la plaisance pour leur établissement et leur exploitation, définie par arrêté du 2 juillet 1971 et avenants des 28 mars 1979, 26 janvier 1981, 20 juillet 1983, et 27 décembre 1988.

Durée de la concession : 50 ans, expiration le 31 décembre 2021.

Particularités: Cette concession comprend les ports de **Saint Louis du Mourillon, Vieille Darse de Toulon, Darse Nord du Mourillon, La Seyne sur mer, Saint Mandrier et Pin Rolland.**

B. LES AMÉNAGEMENTS DE ZONES D'ENTREPRISES

La CCI du Var, ayant pour vocation d'aider au développement de l'activité économique du département du Var, s'est positionnée en aménageur de zones d'entreprises.

Les Zones des PLAYES à SIX FOURS et de LA FARLÈDE Extension Nord III Bec de Canard sont entièrement vendues et sont en cours de transfert des équipements publics aux communes concernées.

La **Zone de SIGNES** zone d'entreprises en exonération fiscale de 10 ans pour les entreprises ayant droit, d'une superficie de 185 Hectares, (exonération terminée le 31 Juillet 1992) est toujours en cours au 31 décembre 2019.

C. LES ENSEIGNEMENTS ET LA FORMATION

La CCI du Var a la charge des enseignements sous diverses formes de formations scolaires ou post-scolaires :

- Le Campus universitaire de la Grande TOURRACHE à TOULON, comprenant :
  - Le centre de Formation Continue ou en alternance CAPFORMA dont un des sites est également à St Raphaël,
  - Le lycée (BTS Arts Appliqués, BTS comptable)
  - Le service d'hébergement pour les étudiants
- La réforme de la collecte de la Taxe d'apprentissage initiée en 2014 a supprimé les collecteurs départementaux et la mission de collecteur répartiteur régional a été confiée par délégation aux CCIR, qui deviennent « collecteur interconsulaire unique » et sous-délèguent notamment, la collecte aux CCIT. La participation de la CCI du Var à la collecte de la taxe se limite donc depuis 2014 à une sous-délégation de la CCIR.

D. LE SERVICE GÉNÉRAL

Ce service est chargé de toutes les activités de communication, administratives, juridiques et financières de la CCI du Var. Il est aussi chargé de l'animation économique. Cette activité est répartie sur plusieurs zones géographiques :

- le siège,
- les antennes de Hyères, Brignoles, Draguignan, St Tropez, St Raphaël et Ouest Var à Signes

L'action économique intègre la gestion des CFE localisés dans chaque ressort des Greffes de Tribunal de Commerce.

E. LE SERVICE DIVERS

Grant Thornton
Certifié conforme
Commissaire aux comptes

Ce service assure la gestion et/ou la location de biens immobiliers:

- Atelier relais Toulon-Est
- Local Bastide Verte
- Centre-vie de Signes
- SCI des Régates
- Locaux commerciaux Draguignan
- Locaux Tourrache
- Palais du Commerce et de la Mer
- Une voie ferrée reliant la Seyne sur mer à la zone portuaire de Brégaillon
- Terrains (ex terrains de sport)

II. Evènements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice

IMPACT DU CORONAVIRUS (COVID-19)

En date du 30 janvier 2020 l'OMS a déclaré l'état d'urgence internationale lié à la santé publique. En raison de l'évolution du COVID-19, la France a annoncé des mesures de confinement en date du 17 mars 2020. En raison de ces mesures de confinement, l'activité de l'entreprise est perturbée et notre structure continue son activité mais avec un ralentissement du niveau habituel d'affaires.

Compte tenu de l'évolution de la situation à la date d'arrêté des comptes, nous ne sommes pas en capacité d'appréhender avec exactitude l'ensemble des éléments pouvant impacter les comptes de l'exercice 2020, néanmoins malgré les impacts pouvant survenir, cela ne devrait pas remettre pas en cause la continuité d'exploitation grâce aux leviers économiques mis en oeuvre à ce jour compte tenu des informations disponibles à la date d'arrêté des présents comptes annuels.

Information relative aux traitements comptables induits par l'épidémie de Coronavirus :

Conformément aux dispositions de l'article L 833-2 du Plan Comptable Général, les comptes annuels de l'entité au 31/12/2019 ont été arrêtés sans aucun ajustement lié à l'épidémie du Coronavirus.

Les éléments suivants reflètent uniquement les conditions qui existaient à la date de clôture, sans tenir compte de l'évolution ultérieure de la situation de :

- La valeur comptable des actifs et des passifs ;
    - La dépréciation des créances clients ;
    - La dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles ;
    - La dépréciation des stocks ;
    - Les impôts différés actifs ;
    - L'estimation des passifs ;
    - Les pertes d'exploitation future ;
- Le chiffre d'affaires ;
- Les « covenants » bancaires ;
- Le coût du chômage partiel.

Grant Thornton
Certifié conforme
Commissaire aux comptes

III. Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- ✓ continuité de l'exploitation,
- ✓ permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- ✓ indépendance des exercices.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Des règles et méthodes comptables spécifiques s'appliquent suivant les activités.

A. RÈGLES SPÉCIFIQUES AUX CONCESSIONS PORTUAIRES

Principe général

La CCI du Var gère en tant que concessionnaire de service public, les installations portuaires faisant partie du domaine propre de l'État ou des collectivités locales. Ces installations ont été financées soit en totalité, soit en partie par le concessionnaire.

1) Les installations financées en totalité par le concessionnaire ont été acquises depuis le début du contrat de concession et figurent à l'actif du bilan au poste immobilisations corporelles. Elles font l'objet notamment d'un amortissement financier (encore appelé amortissement de caducité) calculé sur la durée restant à courir du contrat de concession. En ce qui concerne les immobilisations renouvelables, seul le premier bien acquis fait l'objet d'un tel amortissement. Ces amortissements financiers sont inscrits au passif du bilan au crédit du compte droits du concédant pour bien marquer qu'ils ne constatent pas une dépréciation.

2) Les installations financées en partie par le concessionnaire l'ont été pour le reste à la charge de l'État, le concédant. Seules les participations financières du concessionnaire relatives à l'acquisition de ces équipements sont inscrites à l'actif du bilan au poste immobilisations incorporelles (compte "fonds de concours"). L'amortissement de ces participations se fait en général sur la même durée d'amortissement que les emprunts ayant concouru à leur financement.

La dernière annuité d'amortissement de ce fonds de concours est intervenue lors de l'exercice 1997. En 2005 et 2006, la CCI du Var a payé une partie de sa participation à la réalisation du Duc d'Albe, et à l'allongement du quai de Brégaillon. Ce dernier n'étant pas encore réalisé, les sommes sont en immobilisations en cours.

3) Les droits relatifs aux différents contrats de concessions conclus sans flux financier et les installations financées par le concédant sont inclus dans le droit d'exploiter le service public constaté à la signature du contrat de concession. Ils ne donnent lieu à aucune valorisation et n'apparaissent pas en tant que tels à l'actif du bilan conformément aux préconisations du rapport de la Commission "Concessions" du Conseil National de la Comptabilité.

Immobilisations

Les immobilisations mises dans la concession par le concessionnaire, à savoir la CCI du Var, font l'objet d'un enregistrement comptable en classe 22, conformément au plan comptable général, et suivant le principe du coût historique.

Amortissements

Les amortissements pratiqués, conformément au plan comptable général sont de deux types:

- ✓ Les amortissements pour dépréciation
- ✓ Les amortissements de caducité.

Grant Thornton
Certifié conforme
Commissaire aux comptes

a. Amortissements pour dépréciation

Ils sont pratiqués sur la durée de vie probable d'utilisation des biens , et selon le mode linéaire, à savoir:

Enrochements, quais, terres pleins	40 ans
Routes, hangars, voies	30 ans
Gares maritimes, entrepôts	25 ans
Constructions légères, Grues légères	20 ans
Appontements flottants	15 ans
Aménagements	10 ans

Le calcul des amortissements prorata temporis est appliqué.

Selon la nature de ces immobilisations renouvelables ou non renouvelables, la dotation de l'exercice fait l'objet d'un traitement comptable distinct.

Amortissements des immobilisations renouvelables

Sont concernées les immobilisations constituées de matériels ou accessoires aux constructions principales (matériel de transport, appontements non fixes, grues, matériels de levage...etc.).

La dotation aux amortissements de ces immobilisations constitue une charge pour la concession et est comptabilisée en charges dans le compte de résultat.

Amortissements des immobilisations non renouvelables

Ces immobilisations sont constituées des constructions principales (appontements fixes, bâtiments).

La dotation aux amortissements de ces immobilisations est comptabilisée au débit du compte du concédant et n'affecte donc pas le résultat de la concession.

b. Amortissements de caducité

Ces amortissements sont calculés sur le coût des immobilisations après déduction le cas échéant des subventions d'investissement reçues, et ce sur la durée restant à courir jusqu'à la fin de la concession.

Les subventions reçues ont été affectées chronologiquement aux premières immobilisations pour lesquelles elles ont été accordées, et ce jusqu'à leur extinction.

Ces amortissements s'appliquent sur les biens de retour. Ils sont calculés sur le coût des immobilisations après déduction le cas échéant des subventions d'investissement reçues, et ce sur la durée restant à courir du contrat. Les traitements comptables relatifs aux actifs immobilisés – biens de retour – doivent permettre de s'assurer que la « valeur nette comptable des biens remis gratuitement » au concédant au terme de la concession soit d'un montant égal au « droit du concédant », permettant un équilibre actif-passif. Pour respecter ce principe, la concession Toulon Plaisance a fait l'objet d'un calcul de caducité ajusté. A cet effet, une charge complémentaire a été comptabilisée pour un montant de 4.957.544,18 € au 31 décembre 2019.

Les dotations aux amortissements de caducité, sont conformément au plan comptable, comptabilisées en charges financières par le crédit du compte "droits du concédant".

Provisions pour renouvellement des immobilisations

Dans le cadre de ses obligations contractuelles de concessionnaire, la CCI du Var prend à sa charge le renouvellement, pendant toute la durée du contrat des immobilisations du domaine concédé dont elle assure la gestion. A ce titre le concessionnaire est autorisé à comptabiliser une provision pour renouvellement destinée à couvrir l'écart entre la valeur de remplacement et la valeur comptable de l'installation.

Lors du remplacement des installations financées en totalité à l'origine par le concessionnaire, la provision pour renouvellement correspondante est virée au compte "Droits du concédant".

Provisions pour Grosses réparations

Les provisions pour grosses réparations constatées et inscrites au passif du bilan font l'objet d'un programme pluriannuel révisé chaque année. A fin 2019, l'analyse des postes provisionnés a été conduite, tenant compte de l'approche des échéances des termes des concessions et un ajustement de la provision pour grosses réparations a été pratiqué, amenant la provision globale à 960 000 €, répartie comme suit :
- 660 000 € au titre de la concession Toulon Commerce ;
- 300 000 € au titre de la concession Toulon Plaisance.

Évaluation des stocks

En 2004, la CCI du Var a repris en gestion directe la station d'avitaillement de Toulon Vieille Darse. Les stocks de carburant sont évalués au prix d'achat selon la méthode FIFO (first in-first out).

Grant Thornton
Certifié conforme
Commissaire aux comptes

B. RÈGLES SPÉCIFIQUES AUX AMÉNAGEMENTS DES ZONES D'ENTREPRISES

La comptabilisation des zones d'aménagement est effectuée en fonction de chaque site géographique.

Les charges relatives aux travaux d'études et d'aménagement de ces zones sont comptabilisées selon la méthode de l'inventaire permanent. Les stocks et encours de production enregistrent toutes les dépenses concourant à la réalisation de la zone.

Le fait générateur du dégagement de la marge est la signature de l'acte authentique de vente du terrain sur la base d'un coût de revient tenant compte des dépenses réalisées.

Enfin, il est à rappeler que, jusqu'à fin 1992, les frais financiers externes étaient inclus dans les en-cours de production jusqu'à leur achèvement ; puis l'ensemble des emprunts a été remboursé par anticipation.

Des avances du Service Général ont été consenties. Il n'est pas appliqué de frais financiers sur les sommes ainsi mises à disposition. Cette avance est remboursée chaque année à hauteur des résultats dégagés.

Pour la zone de Signes, le montant de ces frais représentent à fin 2018 la somme de 13,1 M€ non intégrée dans les comptes.

Information relative au retraitement comptable des travaux primaires de la zone de Signes à compter de l'exercice 1995

Ces travaux primaires d'un montant de 6,2 M€ devant, par convention en date du 6 octobre 1989, être vendus à la Mairie de Signes, avaient été comptablement considérés comme un lot destiné à la vente et n'avaient donc pas été répartis dans le prix de revient des lots de terrains, mais avaient fait en revanche l'objet d'une dépréciation à 100 % en raison des difficultés nées de l'application de cette convention.

En 1995, il est apparu que cette convention ne recevrait jamais d'application. Au contraire, lesdits travaux primaires ont été remis gratuitement à la Mairie de Signes en 1997.

De fait, depuis 1995, conformément à la doctrine comptable, le coût de ces travaux primaires soit 6,2 M€ a été réparti au prorata des surfaces sur l'ensemble des lots commercialisables de la zone de Signes.

Valorisation des terrains de la zone de Signes

La durée de cette opération d'aménagement confère aux documents prévisionnels un caractère incertain quant aux coûts de réalisation, aux prix de vente et au rythme des ventes des terrains.

Notre compagnie consulaire a rencontré de graves difficultés de commercialisation entre 1992 et 2000, engendrant une incertitude importante quant aux possibilités et aux prix de réalisation des terrains de Signes.

Pour tenir compte des difficultés de commercialisation, la CCI du Var a procédé depuis le 1er janvier 1992 à une dépréciation progressive de la valeur de ces terrains.

En 1996, afin de clarifier la présentation de la valeur nette des stocks de la zone de Signes, il a été décidé de modifier les modalités d'évaluation de la dépréciation. C'est ainsi que les provisions figurant au passif au titre des pertes à terminaison (4,8 M€) et des travaux internes à réaliser (0,7 M€) ont fait l'objet d'une reprise pour compléter la provision pour dépréciation.

Une analyse individuelle des parcelles de la zone de Signes a été pratiquée . Un ajustement de la provision pour dépréciation a été pratiqué en fonction de l'intérêt commercial de chacune d'elles au 31/12/2019. La provision pour dépréciation est ramenée a 4,7 M€ conduisant à une valeur nette globale de 6,2 M€, et à un montant de 6,5 € au m² en moyenne.

À compter du 30 mars 1998, pour une période limitée à 24 mois et pour une superficie maximale de 20 ha, un prix de vente incitatif avait été fixé à 11,43 € HT/m², prix pouvant être bonifié par la Commune de Signes et ramené à 7,32 € HT/m².

Cette disposition a été prorogée le 27 mars 2000 pour une durée maximum de 24 mois et plafonnée à 20 hectares. L'Assemblée générale réunie le 23 avril 2001 a approuvé la modification du prix de vente des terrains du Parc d'activités de Signes à 19,06 € HT/m² limité à la vente d'une superficie de 15 hectares. La vente de ces 15 hectares s'est terminée en 2005.

Depuis 2012, les prix des terrains s'établissaient entre 35 et 50€HT/m² avec un prix plancher de 30€HT/m².

Grant Thornton
Certifié conforme
Commissaire aux comptes

En 2018, les prix de ventes des terrains ont été revus et s'établissent entre 42 et 60€HT/m² avec un prix plancher de 42€HT/m²

Au titre de 2019, les ventes de terrains sur la zone de Signes s'élèvent à 387.660 € HT pour 6 461 m².

C. RÈGLES SPÉCIFIQUES À L'ENSEMBLE DE LA CCI DU VAR À L'EXCEPTION DES CONCESSIONS PORTUAIRES

Le règlement CRC 2002-10 du 12 décembre 2002 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs est obligatoire depuis le 1er janvier 2005.

Ces nouvelles modalités sont appliquées depuis l'exercice 2005.

Sur les deux méthodes possibles à savoir la reconstitution du coût historique amorti ou la réallocation des valeurs nettes comptables, la CCI du Var a choisi d'appliquer la seconde.

En effet, compte tenu de l'ancienneté de la propriété de certains bâtiments, la reconstitution du coût historique s'est avérée impossible.

Par ailleurs, les concessions étant exclues du périmètre du CRC 2002-10, seuls les services budgétaires suivants ont été traités :

- Service Divers,
- Service Général,
- Enseignements,
- Aménagements.

Après analyse des éléments significatifs, seuls les bâtiments ont fait l'objet d'un retraitement.

Les bâtiments ont été regroupés en trois grandes catégories :

- bâtiments administratifs,
- locaux d'activités,
- aménagements extérieurs.

Pour chacune de ces catégories les composants ont été définis en tenant compte de données techniques internes et en faisant référence à des organismes spécialisés.

Le tableau ci-après définit pour chaque catégorie d'immeuble les composants retenus et la durée d'amortissement :

Grant Thornton
Certifié conforme
Commissaire aux comptes

	Batiments administratifs	Locaux d'activités			
		Construction de type « préfabriqué »	construction « en dur »	construction ancienne en pierre	aérogare
Gros œuvre	40 ans	25 à 40 ans	40 ans	50 ans	40 ans
Couverture façade, étanchéité, menuiserie, vitrage	30 ans	20 à 25 ans	30 ans	25 ans	30 ans
IGT	20 ans	15 ans	20 ans	15 ans	20 ans
Agencement décoration	15 ans	10 ans	15 ans	10 ans	15 ans
Mise en sécurité	10 ans	10 ans	10 ans	10 ans	10 à 15 ans

	Autres aménagements extérieurs
V.R.D.	15 ans
Parking voies de circulation	15 ans
Aménagements extérieurs	10 ans
Agencement décoration	15 ans
Mise en sécurité	10 ans

Lorsque la valeur du terrain incluse dans le prix de l'immobilisation ne faisait pas l'objet d'une valorisation dans l'acte d'achat, il a été évalué à 10 % de la valeur de l'immobilisation.

Les composants significatifs ainsi identifiés ont fait l'objet d'une comptabilisation séparée et ont été amortis pour la valeur restant à amortir en fonction des nouvelles durées définies.

Grant Thornton
Certifié conforme
Commissaire aux comptes

D. RÈGLES COMMUNES À TOUS LES SERVICES BUDGETAIRES

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée normale d'utilisation du bien.

Le tableau ci-dessous récapitule pour chaque catégorie d'immobilisations (hors immeubles), la durée d'amortissement retenue :

Logiciel et Brevet	1 à 5 ans
Installations techniques, matériel et outillage	5 à 10 ans
Matériel de transport	4 à 5 ans
Mobilier et matériel de restauration	5 à 10 ans
[illegible]iel de bureau et Informatique, télé[illegible]e, audiovisuel	3 à 5 ans
Matériel de protection, hygiène et sécurité	5 à 10 ans

Immobilisations financières

Les titres de participation, ainsi que les autres titres, sont évalués à leur coût d'acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés est déterminée selon la méthode "premier entré-premier sorti".

Les prêts, dépôts et autres créances immobilisées sont évalués à leur valeur nominale.

Ces éléments sont, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour les ramener à leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice. La méthode d'évaluation retenue est la valeur mathématique de l'action, calculée sur la situation nette déduction faite des subventions d'équipement.

Créances

Les créances sont évaluées pour leur valeur nominale. Elles ont, le cas échéant, été dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu, considération étant prise notamment de l'ancienneté de la créance et de la situation financière de la contrepartie afin de définir le pourcentage de dépréciation à appliquer.

Provisions pour risques et charges

Les provisions, enregistrées en conformité avec le règlement CRC n°2000-06, sont destinées à couvrir les risques et les charges que des évènements en cours ou survenus rendent probables, nettement précises quant à leur objet mais dont la réalisation et l'échéance ou le montant sont incertains.

Elles comprennent notamment les indemnités estimées par l'entreprise et ses conseils, au titre des litiges, contentieux ou actions de réclamation de la part des tiers.

La CCI du Var applique la comptabilisation des engagements retraite et avantages similaires conformément à la recommandation 03/01 du 1er avril 2003 du CNC.

Jusqu'en 2011, ces provisions étaient inscrites dans le Service Général. A compter de 2012, elles sont affectées aux différents services. Afin de tenir compte du caractère rétrospectif de ce changement dans les différents services, les provisions antérieures ont été inscrites au 31 décembre 2012 dans les services concernés par imputation du compte Report à nouveau et du compte Provision pour risques et charges.

Frais financiers internes

Les produits et frais financiers internes sont calculés seulement pour les services à caractère industriel et commercial.

Grant Thornton
Certifié conforme
Commissaire aux comptes

IV. Notes sur le bilan et le compte de resultat et autres informations

A. TAXE POUR FRAIS DE CCI

Depuis le 1er janvier 2011, un nouveau dispositif a été mis en place et la ressource fiscale nette est directement reversée à la CCI du Var par la CCIR.

TFCCI Nette (besoins propres) au 31 décembre 2019 **7 348 826 €**

B. PRINCIPALES VALEURS PAR SERVICE BUDGÉTAIRE

	Service General	Service Divers	Formation	Aménage-ments	Ports	CCITV
Chiffre d'affaires	1 111 388	545 900	2 456 699	387 660	18 454 040	22 471 111
Résultat net comptable	-2 404 029	-564 482	-59 763	2 502 242	1 118 748	532 715
Capacité d'autofinancement	-3 292 549	-231 973	251 610	28 172	3 753 961	509 221
Emprunts souscrits					3 852 000	3 852 000
Fonds de roulement net affecté					5 161 844	5 161 844
Fonds de roulement net non affecté		11 142 157				11 142 157
Fonds de roulement net global						16 304 001

Le fonds de roulement net global est en hausse de 5,6 M€.

La trésorerie est de 11,5 M€ et l'endettement de 15,3 M€.

L'excédent budgétaire s'élève à 3,3 M€.

Grant Thornton
Certifié conforme
Commissaire aux comptes

C. AMÉNAGEMENTS

Signes

Stocks de terrains	892 590 m²
Valeur d'actif avant provision	10 823 800 €
Valeur d'actif après provision	6 167 393 €

Avances du Service Général aux Zones

	Solde au 31/12/18	Versements	Remboursements	Solde au 31/12/19
Signes	10 974 346		2 697 839	8 276 507

D. ÉTABLISSEMENTS GÉRÉS

Ports

	Toulon Commerce	Toulon Plaisance	Giens Porquerolles
Chiffre d'affaires	11 905 418	6 439 197	204 230
Résultat net comptable	969 649	148 910	189
Capacité d'autofinancement	2 526 252	1 217 503	10 206
Emprunts souscrits	3 852 000	0	0
Investissements	6 437 460	383 673	11 616
Trésorerie	3 050 660	4 083 087	92 476
Fonds de roulement net	1 925 548	3 386 893	7 217

Toulon Commerce

La CAF est en hausse de 1 537 k€ et le résultat comptable en amélioration de 1 632 k€ par rapport à 2018.

Les investissements 2019 s'élèvent à 6 437 k€.

Le fonds de roulement net diminue de 440 k€ et la trésorerie diminue de 381 k€ par rapport à 2018.

Le fonds de roulement net s'élève à 1 925 k€ à fin 2019.

Toulon Plaisance

La CAF est en augmentation de 467 k€ par rapport à 2018.

Les investissements 2019 s'élèvent à 384 k€

Le fonds de roulement net est en diminution de 238 k€ et la trésorerie augmente de 39 k€ par rapport à 2018.

Au 31 décembre 2019, le fonds de roulement net s'élève à 3 387 k€.

Giens Porquerolles

Au 31 décembre 2019, le fonds de roulement et la trésorerie nette s'élèvent respectivement à -7 k€ et 92 k€.

Grant Thornton
Certifié conforme
Commissaire aux comptes

E. ACTIF IMMOBILISÉ - VALEURS BRUTES

Grant Thornton
Certifié conforme
Commissaire aux comptes

Immobilisations	Valeur brute de la fin de l'exercice 2018	Acquisitions de l'exercice	Cessions de l'exercice et virements de cpte à cpte	Valeur brute de la fin de l'exercice 2019
IMMOBILISATION INCORPORELLES	**3 467 503**	**21 506**	**5 722**	**3 483 288**
Frais d'établissement, recherche, développement	0			0
Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 560 478	21 506	5 722	1 576 263
Fonds de concours	1 907 025			1 907 025
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**98 827 198**	**15 104 664**	**18 467 127**	**95 464 736**
Terrains	4 415 110			4 415 110
Constructions				
Sur sol propre	17 975 687	3 816 455	247 852	21 544 289
Sur sol d'autrui	7 193 365			7 193 365
Installations générales, agencements	2 245 267	1 350 411		3 595 678
Ouvrages d'infrastructure	22 641 783	734 962		23 376 745
Installations techniques, matériels et outillage	14 861 510	2 587 604	131 737	17 317 377
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements	1 095 422		742	1 094 680
Matériel de transport	582 011		50 000	532 011
Matériel bureau, informatique, mobiler	4 239 955	325 610	1 780	4 563 786
Autres immobilisations corporelles	4 009 448	84 640	12 001	4 082 087
Immobilisations corporelles en cours	19 567 641	6 204 982	18 023 015	7 749 607
Avances et acomptes	0			0
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	**1 366 732**	**2 522 493**	**0**	**3 889 225**
Participations et créances rattachées	451 419	2 500 701		2 952 120
Autres titres immobilisés	0			0
Prêts et autres immobilisations financières	915 313	21 792		937 105
TOTAL IMMOBILISATIONS	**103 661 433**	**17 648 664**	**18 472 849**	**102 837 249**

Grant Thornton
Certifié conforme
Commissaire aux comptes

F. ACTIF IMMOBILISÉ – AMORTISSEMENTS

AMORTISSEMENTS	Fin de l'exercice 2018	Dotations	Amortissments s/sorties	Fin de l'exercice 2019
IMMOBILISATION INCORPORELLES	**1 518 554**	**143 515**	**5 722**	**1 656 347**
Frais d'établissement, recherche, développement	0			0
Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 498 109	143 515	5 722	1 635 902
Fonds de concours	20 445			20 445
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**48 138 653**	**3 323 145**	**183 273**	**51 278 525**
Terrains	2 096 495	107 589		2 204 084
Contructions				
Sur sol propre	11 347 551	674 050	1 090	12 020 510
Sur sol d'autrui	4 548 058			4 548 058
Installations générales, agencements	1 002 266	207 070		1 209 336
Ouvrages dinfrastructure	13 825 253	726 443		14 551 696
Installations techniques, matériel et outillage	8 426 387	1 073 240	126 828	9 372 799
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencem., divers	986 926	17 933	742	1 004 117
Matériel de transport	567 528	35 545	42 514	560 559
Matériel bureau, informatique, mobilier	3 417 733	362 421	98	3 780 056
Autres immobilisations corporelles	1 920 457	118 853	12 001	2 027 310
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	**209 842**		**46 436**	**163 406**
TOTAL AMORTISSEMENTS	**49 867 048**	**3 466 660**	**235 430**	**53 098 278**

G. IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Participations à plus de 10%

Intitulé	Montant	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital %	Résultats du dernier exercice	Chiffre d'Affaires
Participations détenues à plus de 50%						
NEANT						
Participations détenues entre [illegible]						
SAEM BGO FIRST	100 906	480 519	4 397 432	21,00%	18 293	231 093
SCI CHALUCET	2 505 020	5 800 000	-45 884	43,19%	-45 884	-

Détail des participations

FILIALES ET PARTICIPATIONS			
Renseignements globaux sur toutes les participations	Valeur acquisition en €	Provisions constituées en € 31/12/2019	Valeur nette au 31/12/2019
Valeur comptable des titres détenus :			
Participations étrangères	NEANT	NEANT	NEANT
Participations françaises	2 952 120	163 406	2 788 714
SEM BANDOL	35 625		35 625
SAMETO	7 622		7 622
S.E.M. DE GESTION DE FREJUS	1 920		1 920
AIR France-KLM ancienne AIR FRANCE EUROPE S.A	3 849		3 849
I A D	56 406	56 406	0
SOMUPACA	65 249		65 249
SEMEXVAL	39 000		39 000
SAEM BGO FIRST	100 906		100 906
S.A.S. CCI.fr	2 373		2 373
SEMAGEST	15 250		15 250
SEM SAINT TROPEZ	1 900		1 900
SEML ROQUEBRUNE SUR ARGENS	7 000	7 000	0
FREJUS AMENAGEMENT	10 000		10 000
KIOSK TO INVEST	100 000	100 000	0
SCI CHALUCET	2 505 020		2 505 020
TOTAL GENERAL	2 952 120	163 406	2 788 714

Provisions pour dépréciation des titres

Service Général	Montant en € au 31/12/2018	Dotations en € 2019	Reprises en € 2019	Montant en € au 31/12/2019
Provision pour dépréciation des titres de participation	209 842	0	46 436	163 406
SAEM BGO FIRST	36 436		36 436	0
I A D	56 406			56 406
SEMA FREJUS	10 000		10 000	0
SEML ROQUEBRUNE SUR ARGENS	7 000			7 000
KIOSK TO INVEST	100 000			100 000
Provision pour dépréciation des autres créances rattachées	0	0	0	0

Grant Thornton
Certifié conforme
Commissaire aux comptes

H. INFORMATIONS RELATIVES AUX ENTITÉS LIÉES À LA CHAMBRE

Dénomination	Structure juridique	Part détenue (1)	Principaux partenaires	Situation nette au 30.06.2019	Résultat de l'exercice	Chiffre d'affaires (2)	Contributions de la CCIV pour l'exercice	En cours emprunts cautionnés par CCIV
Groupe KEDGE BUSINESS SCHOOL	Association	13 % des droits de vote	CCIMP CCIB EN CG CR TPM	39 292 k€	4 999 k€	108 432 k€	300 k€	0 k€

(1) En % et en montant
(2) Ou, à défaut, total des produits

CCIMP : CCI Marseille Provence
CCIB : CCI Bordeaux
TPM : Toulon Provence Méditérannée

EN : Entreprise
CG : Conseil Général
CR : Conseil Régional

I. STOCKS

Grant Thornton Certifié conforme Commissaire aux comptes

Etats des stocks de terrains au 31/12/2019

Zones	Surface en M²				Valeur d'actif
	Au 31/12/2018	Acquisitions	Ventes	Au 31/12/2019	
Parc d'activités des Playes - Six Fours	30 297			30 297	30 297
Provision pour dépréciation de stocks					30 297
Sous total Six Fours	**30 297**			**30 297**	**0**
Parc d'activités de Signes	899 051		6 461	892 590	10 823 801
Provision pour dépréciation de stocks					4 656 408
Sous total Signes	**899 051**		**6 461**	**829 815**	**6 167 393**
TOTAL	**929 348**	**0**	**6 461**	**922 887**	**6 167 393**

Etats des stocks de marchandises au 31/12/2019

Station Avitaillement Toulon Vieille Darse	Volume en L					Valeur d'actif
	Au 31/12/2018	Acquisitions	Ventes	Ecart sur stocks	Au 31/12/2019	
Gas-oil	7 259	187 902	187 949	240	7 452	9 196
Gas-oil détaxé	7 171	37 402	37 027	180	7 726	4 265
Sans-plomb	5 469	184 000	182 322	280	7 427	9 792
Blocs et Glaçons	0				0	0
Additifs	0				0	0
TOTAL	**20 087**	**396 867**	**393 789**	**336**	**20 087**	**20 355**

J. VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition. En cas de cession portant sur un ensemble de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés a été déterminée selon la méthode "premier entré- premier sorti".

Grant Thornton
Certifié conforme
Commissaire aux comptes

K. ETAT DES CREANCES

Etat des CREANCES	Valeur brute de la fin de l'exercice 2019	Échéance à - 1 an	Échéance à + 1 an
CREANCES DE L'ACTIF IMMOBILISE	937 105	0	937 105
Créances rattachées à des participations			
Prêts	895 676		895 676
Autres immobilisations financières	41 429		41 429
CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT	11 318 812	11 297 050	0
Clients douteux ou litigieux	1 084 257	1 084 257	
Autres créances clients	3 669 336	3 669 336	
Personnel et comptes rattachés	2 898	2 898	
Sécurité sociale et autres oranismes sociaux	6 538	6 538	
Etat et autres collectivité			
Impôt sur les bénéfices	157 466	157 466	
Taxe sur la valeur ajoutée	412 054	412 054	
Autres impôts, taxes et versements assimilés	338 955	338 955	
Divers (subventions)	1 649 185	1 627 422	
Débiteurs divers	2 349 398	2 349 398	
Charges constatées d'avance	1 648 727	1 648 727	
TOTAL CREANCES	**12 255 917**	**11 297 050**	**937 105**
Montant des :			
Prêts accordés en cours d'exercice	21 792		
Remboursements obtenus en cours d'exercice			

L. ETAT DES DETTES

Etat des DETTES	Valeur brute de la fin de l'exercice 2019	Échéance à - 1 an	Échéance à + 1 an
ETAT DES DETTES	26 980 115	13 445 906	13 534 209
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) (2)	15 337 105	2 217 391	13 119 714
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)	437 245	22 750	414 495
Fournisseurs et comptes rattachés	3 320 018	3 320 018	
Personnel et comptes rattachés	1 541 180	1 541 180	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 096 830	1 096 830	
Etat et aiutres collectivités publiques			
Impôt sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	38 138	38 138	
Autres impôts, taxes et versements assimilés	107 765	107 765	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	951 736	951 736	
Autres dettes	3 916 117	3 916 117	
Produits constatés d'avance	233 980	233 980	
TOTAL DETTES	26 980 115	13 445 906	13 534 209

RENVOIS (1) (2)

Emprunts souscrits en cours d'exercice	3 852 000
Emrpunts remboursés en cours d'exercice	1 892 583

Grant Thornton
Certifié conforme
Commissaire aux comptes

M. TABLEAU DES PROVISIONS

Depuis 2004 trois nouvelles provisions font partie de ce tableau, il s'agit de la provision pour indemnités de fin de carrière, pour médaille du travail, et pour prise en charge de la mutuelle des retraités. Ces trois provisions sont instituées afin de répondre à la recommandation 03/01 du 1er avril 2003 du CNC, et s'élèvent respectivement au 31 décembre 2019 à 938 872 €, 152 647 € et 0 € pour le personnel des services industriels et commerciaux de la CCI du Var.

Depuis 2012, un dispositif conventionnel de prise en compte de la pénibilité spécifique aux métiers portuaires et l'accord de cessation anticipée d'activité dans les métiers portuaires permettent à toute personne ayant travaillé quinze ou dix-huit années de façon continue ou discontinue dans un métier réputé pénible de bénéficier d'une cessation anticipée par rapport à l'âge légal de départ à la retraite. Au 31 décembre 2019, le montant de la provision correspondante s'élève à 2 356 450 €.

Concernant le personnel détaché de la CCI de Région, une provision pour risque au titre des indemnités de fin de carrière et une provision pour risque au titre des allocations d'ancienneté sont inscritent au bilan. Les montants de ces provisions s'élèvent respectivement à 1 201 669 € et 258 471 € au 31 décembre 2019.

Au titre de 2011, la provision relative à la mutuelle des retraités a été reprise dans son intégralité suite à une jurisprudence qui a rendu facultative la prise en charge d'une partie de la cotisation mutuelle des retraités par les CCI, et une nouvelle provision pour mutualisation régionale, renommée provision pour réorganisation régionale au 31 décembre 2015, a été constituée pour 1 600 000 €. Une reprise deprovision de 800 000 € a été comptabilisée en 2018 pour tenir compte des dépenses de CCART effectives. Le montant de cette provision s'élève à 800 000€ au 31 décembre 2019.

Enfin, au 31 décembre 2018, une nouvelle provision a été constituée pour couvrir le risque d'allocations de retour à l'emploi. Le montant de cette provision s'élève à 923 491 € au 31 décembre 2019.

Le détail est porté dans le tableau page suivante.

Grant Thornton
Certifié conforme
Commissaire aux comptes

Grant Thornton
Certifié conforme
Commissaire aux comptes

Provisions

Nature des provisions	Solde au 31/12/2018	Dotations 2019	Reprises 2019		Solde au 31/12/2019
			Utilisées	Non utilisées	
PROVISION POUR LITIGES					
Service Général	118 000			20 000	98 000
Service Formation	189 000				189 000
Service Aménagements	12 500			9 500	3 000
Service Divers	9 000		3 000		6 000
Etablissement Maritime Toulon Commerce	15 500	3 000	3 000		15 500
Etablissement Maritime Toulon Plaisance	124 265	27 000	26 000	59 265	66 000
Etablissement Maritime Giens Porquerolles	3 500	5 000			8 500
PROVISION POUR LITIGES	**471 765**	**35 000**	**32 000**	**88 765**	**386 000**
AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES					
Service Général	406 210	49 321	21 654		433 877
AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES	**406 210**	**49 321**	**21 654**	**0**	**433 877**
PROVISION POUR RISQUE CHOMAGE ET CFA					
Service Général	605 105	123		593 647	11 581
Etablissement Maritime Toulon Commerce	19 253	23 234	12 642	3 198	26 647
Etablissement Maritime Toulon Plaisance	14 351	36 343	11		50 683
Etablissement Maritime Giens Porquerolles	5 828	42			5 870
PROVISION POUR RISQUE CHOMAGE ET CFA	**644 537**	**59 742**	**12 653**	**596 845**	**94 781**
PROVISION POUR RISQUE PENIBILITE PORTUAIRE					
Etablissement Maritime Toulon Commerce	1 994 402	553 324		191 276	2 356 450
PROVISION POUR RISQUE PENIBILITE PORTUAIRE	**1 994 402**	**553 324**	**0**	**191 276**	**2 356 450**
PROVISION IFC					
Etablissement Maritime Toulon Commerce	361 276	144 322		702	504 896
Etablissement Maritime Toulon Plaisance	340 302	92 709		4 565	428 446
Etablissement Maritime Giens Porquerolles	4 757	773			5 530
PROVISION IFC	**706 335**	**237 804**	**0**	**5 267**	**938 872**
PROVISION ALLOCATION ANCIENNETE					
Etablissement Maritime Toulon Commerce	81 808	31 447		3 722	109 533
Etablissement Maritime Toulon Plaisance	33 614	13 657	1 555	4 466	41 250
Etablissement Maritime Giens Porquerolles	1 590	274			1 864
PROVISION ALLOCATION ANCIENNETE	**117 012**	**45 378**	**1 555**	**8 188**	**152 647**
PROVISION PARTICIPATION REORGANISATION REGIONALE					
Service Général	800 000				800 000
PROV PARTICIPATION REORGANISATION REGIONALE	**800 000**	**0**	**0**	**0**	**800 000**
PROVISION COMPTE FORMATION PERSONNEL					
Service Général		10 176			10 176
Etablissement Maritime Toulon Commerce		92 148			92 148
Etablissement Maritime Toulon Plaisance		34 608			34 608
Etablissement Maritime Giens Porquerolles		1 164			1 164
PROVISION COMPTE FORMATION PERSONNEL	**0**	**138 096**	**0**	**0**	**138 096**
PROV POUR RENOUVELLEMENT DES IMMOBILISATIONS					
Etablissement Maritime Toulon Commerce	3 456 135				3 456 135
Etablissement Maritime Toulon Plaisance	231 404				231 404
PROV POUR RENOUVELLEMENT DES IMMOBILISATIONS	**3 687 539**	**0**	**0**	**0**	**3 687 539**
PROVISION POUR GROSSES REPARATIONS					
Etablissement Maritime Toulon Commerce	1 735 000			1 075 000	660 000
Etablissement Maritime Toulon Plaisance	6 192 844			5 892 844	300 000
PROVISION POUR GROSSES REPARATIONS	**7 927 844**	**0**	**0**	**6 967 844**	**960 000**
PROVISION IFC PERSONNEL MAD CCIR					
Service Général	1 135 193	218 020	20 721	130 823	1 201 669
PROVISION IFC PERSONNEL MAD CCIR	**1 135 193**	**218 020**	**20 721**	**130 823**	**1 201 669**
PROVISION ALLOC ANCIENNTE PERSONNEL MAD CCIR					
Service Général	275 498	23 699	12 706	28 020	258 471
PROVISION ALLOC ANCIENNETE PERSONNEL MAD CCIR	**275 498**	**23 699**	**12 706**	**28 020**	**258 471**
PROVISION ALLOCATIONS RETOUR A L EMPLOI MAD CCIR					
Service Général	1 636 482	407 862	544 956	575 897	923 491
PROVISION ALLOCATIONS RETOUR A L EMPLOI MAD CCIR	**1 636 482**	**407 862**	**544 956**	**575 897**	**923 491**
TOTAL GENERAL DES PROVISIONS	**19 802 816**	**1 768 246**	**646 244**	**8 592 925**	**12 331 893**

Etat des provisions sur actif circulant

Compte	Nature des provisions	Solde au 31/12/18	Dotations 31/12/19	Reprises 31/12/19	Solde au 31/12/19
393100	**PROV. POUR DEPRECIATION DES STOCKS**				
	ZAC des Playes Six-Fours	30 297			30 297
	ZE de Signes	7 122 566		2 466 158	4 656 408
	TOTAL PROVISIONS SUR STOCKS	**7 152 863**		**2 466 158**	**4 686 705**
491600	**PROV. POUR DEPRECIATION DES CLIENTS**				
	Service Général	182 278	24 712	3 248	203 743
	Service Formation	132 311	68 801	30 978	170 134
	Service Aménagements				
	Service Divers	71 147		1 093	70 055
	Généraux Ports				
	Toulon Commerce	406 989	41 663	1 866	446 787
	Toulon Plaisance	637 316	124 135	135 053	626 398
	Giens Porquerolles	11 923	2 764		14 687
	Total Services Portuaires	**1 056 228**	**168 562**	**136 919**	**1 087 871**
	TOTAL PROVISIONS SUR CLIENTS	**1 441 964**	**262 075**	**172 237**	**1 531 802**
496700	**PROV. POUR DEPREC. DEBITEURS DIVERS**				
	Service Général				
	Service Formation				
	Service Aménagements				
	Service Divers				
	Généraux Ports				
	Toulon Commerce				
	Toulon Plaisance				
	Giens Porquerolles				
	Total Services Portuaires				
	TOTAL PROV. SUR DEBITEURS DIVERS				
590000	**PROV. POUR DEPREC. DES TITRES**				
	Service Général				
	TOTAL PROV. SUR TITRES				
	TOTAL GENERAL	**8 594 828**	**262 075**	**2 638 395**	**6 218 508**

Grant Thornton
Certifié conforme
Commissaire aux comptes

N. CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

Charges exceptionnelles

Charges exceptionnelles	Total	Service Général	Service Formation	Service Aména-gements	Service Ports	Service Divers
Pénalités, amendes fiscales	0					
Condamnations suites à jugement	0					
Autres charges exceptionnelles	0					
VNC des immobilisations corporelles sorties	10 859 128	233			12 395	10 846 500
VNC des immobilisations financières sorties	0					
Charges exceptionnelles diverses	29 730		29 730			
Dotations amorts except s/ sorties immobilisations	0					
TOTAL	**10 888 858**	**233**	**29 730**	**0**	**12 395**	**10 846 500**

Produits exceptionnels

Produits exceptionnels	Total	Service Général	Service Formation	Service Aména-gements	Service Ports	Service Divers
Indemnités compensatoiress DFDS	340 000				340 000	
Pénalités sur marchés	38 761		361			38 400
Produits sur cessions d'immobilisations corporelles	10 864 539	56			35 000	10 829 482
Produits sur retenue frais de scolarité	1 940		1 940			
Quote-parts de subventions ramenées au Résultat	74 491	2 453	32 428			39 610
Reprise amortissement sur caducité	0					
Produits exceptionnels divers	3 524		1 250		2 274	
TOTAL	**11 323 255**	**2 509**	**35 979**	**0**	**377 274**	**10 907 493**

O. VENTILATION DU MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES

	Chiffre d'Affaires au 31/12/2019	%
SERVICE GENERAL	1 111 388	4,84%
SERVICE FORMATION	2 456 699	10,70%
SERVICE AMENAGEMENTS	387 660	1,69%
Etablissement Maritime Toulon Commerce	11 905 418	
Etablissement Maritime Toulon Plaisance	6 439 197	
Etablissement Maritime Giens Porquerolles	204 230	
SERVICE PORTS *avec neutralisation*	18 454 040	80,39%
SERVICE DIVERS	545 900	2,38%
CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL NIVEAU SERVICES :	22 955 687	100%
NEUTRALISATION REFACTURATIONS INTERNES	-484 576	
CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL NIVEAU CCI :	22 471 111	

Grant Thornton
Certifié conforme
Commissaire aux comptes

P. TRANSFERTS DE CHARGES

	Total	Service Général	Service Formation	Service Aména-gements	Service Ports	Service Divers
Transferts de chges d'exploitation	103 023	8 554	3 310		91 159	
Transferts de chges sur assurance	0					
Transferts de chges sur rémunérations	51 390	4 278			47 112	
TOTAL	**154 413**	**12 832**	**3 310**	**0**	**138 271**	**0**

Grant Thornton
Certifié conforme
Commissaire aux comptes

Q. SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS

Service Bénéficiaire	Solde au 31/12/2018	Augmentation 2019	Diminution 2019	Solde au 31/12/2019
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENTS				
Service Général	51 094	10 000		61 094
Formation	222 929	68 744	50 194	241 479
Ports				
Service Divers	1 542 416			1 542 416
TOTAL	**1 816 438**	**78 744**	**50 194**	**1 844 988**
QP SUBVENTIONS VIREES AU RESULTAT				
Service Général	38 055	2 453		40 508
Formation	74 101	32 428	3 450	103 078
Ports				
Service Divers	230 499	39 610		270 109
TOTAL	**342 655**	**74 491**	**3 450**	**413 696**
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT NETTES	**1 473 783**			**1 431 292**

R. DROITS DU CONCÉDANT

	SOLDE AU 31/12/2018	MOUVEMENTS 2019	SOLDE AU 31/12/2019
Subventions d'équipements ports	7 023 262	331 215	7 354 477
Amortissements de caducité ports	24 921 297	8 282 125	33 203 422
Amortissements sur immo. non renouvelables ports	-27 257 161	-2 040 990	-29 298 151
Reprise provisions pour renouvellement	1 209 490	0	1 209 490
TOTAL DROITS DU CONCEDANT	**5 896 888**	**6 572 351**	**12 469 239**

S. APPORTS

Une importante réforme portant sur les budgets et les comptes des compagnies consulaires est entrée en vigueur à compter du 1er janvier 1992 : il s'agit de l'adoption du plan comptable des Chambres de Commerce et d'Industrie conforme au Plan Comptable Général.

Aussi au 1er janvier 1992 le premier bilan en application de cette réforme a été établi à l'aide d'un compte « Écart d'ouverture du premier bilan ». Aux termes des dispositions de la circulaire 1111 du 30 mars 1992 ce compte et ses subdivisions sont rattachés au poste de passif « APPORTS ». Il se présente comme suit :

Ensemble de la CCIV	Ecart d'ouverture			
			SOLDE	
	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
Ecarts s/ immo amort. droits du concédant	10 269 054	4 441 230	**5 827 824**	
Immobilisations	*6 999*	*1 100 782*		*686 900*
Amortissements immob.	*6 756 853*	*3 340 448*	*4 808 973*	
Provisions dépreciation immo.	*79 543*		*79 543*	
Droits concédés	*3 425 659*		*3 425 659*	
Ecarts s/provisions pour ren. des immos.		979 985		**979 985**
Ecarts s/subventions	531 824	1 344 434		**812 610**
Ecarts s/en cours de prod net de provisions	7 043 384	3 772 220	**3 271 164**	
Stocks		*3 772 220*		*3 772 220*
Provisions s/stocks	*7 043 384*		*7 043 384*	
Ecarts s/emprunts	256 876		**256 876**	
Ecarts s/autres provisions	2 456 451		**2 456 451**	
Ecarts s/divers	989 951	3 520 209		**2 530 257**
Compte de résultat	*81 259*	*20 568*	*60 691*	
Avances internes	*166 290*	*166 290*		
Disponibilités		*29 955*		*29 955*
Fournisseurs		*1 670 114*		*1 670 114*
Clients		*929 894*		*930 228*
R.A.N.		*64 261*		*64 261*
Créances sur collectivités		*539 967*		*539 967*
Dettes sur collectivités	*40 007*		*40 007*	
Dettes sur congés payés	*356 584*	*26 684*	*385 077*	
Divers	*345 811*	*72 476*	*269 621*	
TOTAL	21 547 541	14 058 077	**11 812 316**	**4 322 852**
			7 489 463	

Grant Thornton
Certifié conforme
Commissaire aux comptes

V. Engagements financiers et informations en matière de crédit bail

Garanties et cautions accordées

Annee	Montant en k euros	Capital restant du au 31/12/2019	Caution ou garantie	Cautionne	Beneficiaire
			NEANT		

Au 31 décembre 2019, il n'y pas d'engagements de crédit-bail.

Cotisations et autres concours consentis à des tiers

NATURE	SOMME
Pourboires-Dons-Libéralités-Cadeaux	43 804
Cotisations Annuelles	223 701
Subventions accordées	82 220
TOTAL	**349 725**

Pourboires, dons, libéralités et cadeaux

ORGANISMES BENEFICIAIRES	SOMME	
Atelier Anaïs	50	Compositions florales
Bastide Blanche	6 190	Vin
Charlemagne	1 179	Stylos
Chocolats Belges	127	Chocolats
Château La Margillière	366	Vin
Château Salettes	688	Vin
Cultura	675	Arbre de Noël des enfants
Delacour	231	Médaille du travail
Ensa	2 614	Savons
Fleurs Moulin	64	Compositions florales
Fnac	1 440	Carte Cadeau
Fragonard	2 235	Eau de toilette
Jeff de Bruges	369	Chocolats
Jordenen	7 520	Goodies, stylos
La Belle Orchidée	8 224	Compositions florales
La Poste	120	Calendriers
Monceau Fleurs	38	Compositions florales
Molinier	60	Trophée
Mistral	1 416	Maquettes bateaux
Office du Tourisme Fréjus	1 050	Places
Pétale d'or	33	Compositions florales
Printemps	250	Carte Cadeau
PFC	72	Trophée
RCT	3 156	Vêtements et accessoires
Simone et Julie	1 792	Chocolats
Souviou	168	Vin
Spiritou	510	Chocolats
Tomasi Plexi Néon	750	Trophée
Wit	1 203	Vin
Autres	1 214	Divers, dons
TOTAL	**43 804**	

Grant Thornton
Certifié conforme
Commissaire aux comptes

Cotisations annuelles

ORGANISMES BENEFICIAIRES	SOMME
ACFCI	5 400
ADT Var Tour	16
AFHYPAC	2 168
AFUZI	1 058
ALPMED	2 168
APASP	600
APCI	1 000
ASCAME	1 084
Associations des CCI Métropolitaines	3 000
Associations des directeurs	550
Atout France	3 159
AUDAT	17 000
Autres (AVIE, CRT, etc)	486
CCI Entreprendre	7 635
CERAL	3 549
CFA Interconsulaire	64 946
CHAMBERSIGN	5 573
chambre de Commerce italienne	400
CLIA Europe	210
Club de la Croisière de Marseille	205
Conseil Economique du Var	1 500
Cruise Lines	5 706
Fédération Nationale des Bistrots de Pays	882
Incubateur PACA	2 000
Kantar Media	6 115
Medcruiseass	7 184
Medlink	10 000
Medports	4 000
Metro Cash	62
Navili	720
Palme association	4 000
Provence Côte d'Azur Events	5 920
Réseau entreprendre	1 750
Skal Club	280
Social Buddy	520
TVT Toulon	2 384
Université Aix Marseille	10 000
UPACA	13 001
UPACCIM	18 845
UPV	8 627
TOTAL	**223 701**

Grant Thornton
Certifié conforme
Commissaire aux comptes

Subventions annuelles accordées par la CCIV

ORGANISMES BENEFICIAIRES	SOMME
ADCAP	2 500
Aéro Développement Industriel	2 500
Amis du four du Mitan	1 000
Amis du vin et du cochon	500
APESA Fréjus	1 250
ARCOFA	1 000
ARCOR	2 000
Arts du cœur du village Tourrettes	1 000
Association Adrets	500
Association des commerçants de Porquerolles	1 500
Cœur économique de la Motte	1 000
Comité de la fête du vin nouveau	2 500
Comité d'organisation Fête de la figue	1 000
Commission du Film Varois	10 000
Commune de Brignoles	3 000
Conseil de Développement de TPM	5 000
Esprit village St Tropez	5 000
Festival Jazz Mairie de St Raphaël	1 750
Jeune Chambre Economique Varoise	500
Les Médiévales - Flambeaux d'Arcus	2 500
O Commerces Fréjus	2 000
OCAT	20 000
Red Gapeau	1 500
Tribunal de commerce de Draguignan - fonds de concours	3 217
Tribunal de commerce de Fréjus - fonds de concours	3 684
Tribunal de commerce de Toulon - fonds de concours	4 619
UCAC - Union Artisans de l'Ayguade	1 200
TOTAL	**82 220**

Grant Thornton
Certifié conforme
Commissaire aux comptes

VI. Autres Informations

Honoraires Commissaire aux Comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes 2019 figurent au compte de résultat de la Chambre pour un montant de 23 473 €.

PRESTATIONS ET CONTRIBUTIONS INTER SERVICES

Budget Exécuté - 31/12/2019

	Total	Service Général	Service Formation	Service Ports	Service Aménagements	Service Divers
CHARGES :						
.1868 Contributions versées aux services	1 662 848		398 207	816 277	150 061	298 303
.186 (sauf 1868)Autres charges inter-services	500 935	275 015	64 777	85 764	14 580	60 798
TOTAL	**2 163 783**	**275 015**	**462 984**	**902 041**	**164 641**	**359 101**
PRODUITS :						
.1878 Contributions reçues des autres services	1 662 848	1 662 848				
.187 (sauf 1878) autres produits inter-services	500 935	155 097	262 702	14 757		68 378
TOTAL	**2 163 783**	**1 817 945**	**262 702**	**14 757**	**0**	**68 378**

Grant Thornton
Certifié conforme
Commissaire aux comptes

VARIATIONS PRETS ET AVANCES INTER SERVICES

Budget Exécuté - 31/12/2019

	TOTAL	Service Général	Service Formation	Service Ports	Service Aménagements	Service Divers
EMPLOIS :						
.183 Prêts et avances accordés pendant l'exercice						
.184 Remboursements effectués de prêts et avances reçus	1 638 505				1 638 505	
TOTAL	1 638 505				1 638 505	
RESSOURCES :						
.184 Prêts et avances reçus pendant l'exercice						
.183 Remboursements reçus de prêts et avances accordés	1 638 505	2 697 839			-1 059 334	
TOTAL	1 638 505	2 697 839			-1 059 334	

Grant Thornton Certifié conforme Commissaire aux comptes

STRUCTURE DE L' ENDETTEMENT

Budget Exécuté - 31/12/2019

BILANS	INTERETS	CAPITAL	ANNUITE TOTALE	ENDETTEMENT TOTAL	ECHEANCES A MOINS D'UN AN	ECHEANCES A PLUS D'UN AN	ECHEANCES A PLUS DE TROIS ANS	ECHEANCES A PLUS DE CINQ ANS	ECHEANCES A PLUS DE DIX ANS
SERVICE GENERAL	28 011	100 000	128 011	800 000	100 000	700 000	500 000	300 000	
E.M. TOULON COMMERCE	86 344	591 970	678 314	9 048 607	847 054	8 201 553	6 820 866	5 543 398	2 249 169
E.M. TOULON PLAISANCE	129 126	1 200 613	1 329 739	5 443 656	1 225 496	4 218 161	3 025 499	1 823 188	552 135
TOTAL	**243 481**	**1 892 583**	**2 136 064**	**15 292 264**	**2 172 550**	**13 119 714**	**10 346 364**	**7 666 586**	**2 801 304**

Grant Thornton
Certifié conforme
Commissaire aux comptes

CCI VAR

EFFECTIF ET MASSE SALARIALE 2019- TABLEAU N°1

Budget Exécuté - 31/12/2019

Durée de l'emploi	Régime Juridique	A.T. (1)	C.F.E. (2)	S.G. (3)	C.F.A (4)	Formations Hors C.F.A. (5)	Ports (6)	Aménage-ments (7)	Divers (8)	Total (1) à (8) (9)
ANNEE PLEINE	STATUTS									
	ADMINISTRATIF			7,00						7,00
	CCNU			1,00			81,40			82,40
	CCNPP						28,70			28,70
	CONTRATS A DUREE DETERMINEE									-
	SOUS-TOTAL 1	**-**	**-**	**8,00**	**-**	**-**	**110,10**	**-**	**-**	**118,10**
ANNEE PARTIELLE	STATUTS									
	ADMINISTRATIF			0,58						0,58
	CCNU						3,23			3,23
	CCNPP						3,07			3,07
	CONTRATS A DUREE DETERMINEE						1,93			1,93
	SOUS-TOTAL 2	**-**	**-**	**0,58**	**-**	**-**	**8,23**	**-**	**-**	**8,81**
	TOTAL GENERAL 1 + 2	**-**	**-**	**8,58**	**-**	**-**	**118,33**	**-**	**-**	**126,91**
	VACATAIRES			**1,00**		**-**				**1,00**

Grant Thornton
Certifié conforme
Commissaire aux comptes

EFFECTIF ET MASSE SALARIALE 2019 - TABLEAU N°2

Budget Exécuté - 31/12/2019

exprimé en euros

Durée de l'emploi	Régime Juridique	Effectifs (1)	(*)Salaires nets (2)	(*)Cotisations Salariales (3)	Cotisations Patronales (4)	Indemnités Sociales (5)	TOTAL (2) à (5) (6)	Charges Moyennes (6)/(1)
ANNEE PLEINE (*)	STATUTS							
	ADMINISTRATIF	7,00	166 083	54 417	100 793	5 321	326 614	46 659
	CCNU	82,40	2 328 704	1 018 501	1 740 763	146 381	5 234 349	63 524
	CCNPP	28,70	936 264	393 800	606 224	5 699	1 941 988	67 665
	CONTRATS A DUREE DETERMINEE	-	-	-	-	-	-	
	SOUS-TOTAL 1	**118,10**	**3 431 051**	**1 466 719**	**2 447 780**	**157 400**	**7 502 950**	**63 530**
ANNEE PARTIELLE (*)	STATUTS							
	ADMINISTRATIF	0,58	14 514	5 153	9 103		28 769	ns (**)
	CCNU	3,23	92 755	39 509	66 665		198 930	61 588
	CCNPP	3,07	113 997	26 515	45 772	9 745	196 030	63 853
	CONTRATS A DUREE DETERMINEE	1,93	40 490	8 977	17 711	-	67 179	34 808
	SOUS-TOTAL 2	**8,81**	**261 757**	**80 154**	**139 252**	**9 745**	**490 908**	**55 722**
	TOTAL GENERAL 1 + 2	**126,91**	**3 692 808**	**1 546 873**	**2 587 032**	**167 145**	**7 993 859**	**62 988**
	VACATAIRES	**1,00**	**41 994**	**-**	**2 522**	**-**	**44 516**	**44 516**

(*) A compter du BE 2016, présentation des ETPT en conformité avec la Norme 4.9 suivant préconisations CCI France

(**) non significatif car solde de tout compte conformément au Statut Administratif

Grant Thornton
Certifié conforme
Commissaire aux comptes

EFFECTIF ET MASSE SALARIALE 2019 - TABLEAU N°3
REPARTITION DES SALAIRES EN FONCTION DE LEUR NIVEAU

Budget Exécuté - 31/12/2019

DUREE DE L'EMPLOI	REGIME JURIDIQUE	TRANCHES DE SALAIRES (exprimés en euros)										
		STATUT (ANNEE PLEINE)										
		- DE 9145	9145 10748	10749 11891	11889 13873	13874 19818	19819 27745	27744 35672	35669 43599	43599 59455	+ DE 59455	TOTAL
	STATUTS											
ANNEE PLEINE	ADMINISTRATIF	-	-	-	-	-	3,0	4,0	-	-	-	7,0
	CCNU	3,0	-	1,0	0,4	3,0	4,0	36,0	17,0	9,0	9,0	82,4
	CCNPP	-	-	-	-	-	1,0	8,0	6,7	11,0	2,0	28,7
	CONTRATS A DUREE DETERMINEE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL		3,0	-	1,0	0,4	3,0	8,0	48,0	23,7	20,0	11,0	118,1

Grant Thornton
Certifié conforme
Commissaire aux comptes